

<https://la-sociale.online/spip.php?article467>

# Derrière Macron, Castex, et compagnie, qui sont les donneurs d'ordre ?

- Editoriaux -

Publication date: mercredi 15 juillet 2020

---

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

---

Dans les sondages, les français voulaient paraît-il garder le premier ministre et changer de politique. Ils auront eu l'inverse, un autre premier ministre et la même politique, en pire peut-on dire. Les commentateurs se sont empressés de réduire ce gouvernement à une simple machine de guerre destinée à faire réélire Macron dans deux ans. Tel est sûrement le but, mais pas seulement. Qui décide, qui dicte les objectifs à atteindre ? Quelles sont les forces qui se trouvent derrière Macron et les siens qui festoient le 14 juillet pour occuper le terrain ?

C'est ce qu'on appelle aux USA « **l'état profond** », cette hiérarchie parallèle, ce pouvoir de l'ombre qui détient le pouvoir réel. Ceux qui font la politique française, qui dictent les mesures, n'ont pas pignon sur rue. On les ignore, et pourtant...

Le patron de la banque de France ne serait-il pas de ceux-là ? Sur un ton posé, François Villeroy de Galhau rappelle la feuille de route à qui l'aurait égarée :

- 1/ « **L'état ne peut pas tout**. Il a fait énormément. Il faut passer du Bouclier public à la confiance privée, c'est à dire entre autre mobiliser l'épargne des ménages ». Comment ? Ne parlait-on pas déjà au moment de la crise financière de s'emparer au dessus d'un certain seuil de l'épargne en question ?
- 2/« **Pour les Entreprises qui seront confrontées aux plans sociaux le dialogue social doit jouer**. L'Activité partielle de longue durée, pourquoi pas, dès lors qu'elle est conditionnée par des accords collectifs ». Entendons par là la mise autour de la table des organisations syndicales qui viendraient au nom d'un faible filet de sécurité «le maintien de l'emploi à temps réduit contre diminution de salaire par exemple» signer une série de dispositions fondamentales enchaînant les salariés aux intérêts du capital.
- 3/ **Les retraites** dont on reparle : Le dialogue social, voilà la recette miracle qui refait son apparition et que le premier ministre salue à son tour, se saisissant du Ségur de la santé comme modèle à propager.

Du coup Bruno Le Maire déclare ses intentions : « Je pense qu'il est nécessaire d'aller au bout de cette réforme des retraites . On voit bien d'abord qu'il y a un déficit, on voit bien que nous vivons tous plus longtemps, on voit bien que collectivement il faut que nous travaillions davantage et que c'est une condition de redressement de la France » avant d'insister sur « son caractère indispensable ». Bref, tous les arguments assénés durant plus d'une année pour mettre des centaines de milliers dans la rue.

- 4/ **Pour notre Modèle public** : « 55% de notre richesse nationale se fait dans les dépenses publiques contre 45% chez nos voisins européens » assène le banquier. La conclusion n'a pas besoin d'être explicite. Diminuer la dépense publique, cela signifie moins de services publics, moins de fonctionnaires, moins de statuts...
- 5/ **Vient enfin la question de la dette**. Question d'actualité puisque les fonds débloqués ne sont que des prêts qu'il faudrait bien rembourser, notamment à l'UE qui passe autour du cou des nations et des peuples une corde qu'elle aura tout le loisir de serrer le moment venu. Le gouverneur de la banque de France balaie les illusions qui pourraient flotter parmi les plus optimistes : il est impossible d'annuler la dette, nous n'avons pas le droit dit-il ? Au fait de quelle dette parle t'il ? Vous pensiez à celle due au Covid ? Pas du tout ! « Il nous faut mieux maîtriser la dépense publique » assène t'il telle une obsession. En réalité la dette est affirmée comme une arme de guerre pour exiger sacrifices, restrictions, et liquidations jusqu'au bout de notre modèle social...

L'état profond dicte, la représentation officielle applique comme elle le peut... Avec une inquiétude chevillée au corps, qui traverse les couloirs du pouvoir. Qu'à la rentrée une nouvelle vague, non du covid 19, mais de la France profonde, telle celle des Gilets jaunes, submerge à nouveau le pays frappé par une crise sociale sans précédent...

**Inquiétude ou bien plutôt clairvoyance et lucidité ?**

**Jacques Cotta**

**Le 15 juillet 2020**